No 2

ELECTEURS DE SAINT - JEAN, EN GARDE!

Les chefs conservateurs promettent bien,

Mais ils ne savent pas tenir

Les chefs conservateurs ont administré la province du **17** décembre 1891 au **26** mai 1897.

Ont-ils rempli les promesses qu'ils avaient faites à l'électorat?

Aucunement.

* * *

Ils avaient promis de ne pas augmenter la dette publique

Ils ont augmenté de **$9,015,874.09** la dette consolidée et de **$7,654,832.07** l'excédent du passif sur l'actif.

* * *

Ils avaient promis de ne pas emprunter.

Ils ont contracté **12** emprunts temporaires et **5** emprunts permanents, lesquels s'é èvent à la somme totale de **$22,916,770.33.**

Ils ont même emprunté à **77 cents dans la piastre.**

* * *

Ils avaient promis de ne pas imposer de nouvelles taxes.

Ils ont établi des taxes sur les mutations de propriété, sur les successions et sur certaines personnes (celles appartenant aux professions libérales); ils ont établi des licences de commerce et de manufacture; ils ont obligé les municipalités à payer partie du coût de l'entretien et de la garde des aliénés dans les asiles et des jeunes délinquants dans les écoles de réforme ou d'industrie.

Au moyen de ces taxes nouvelles, ils ont prélevé **$2,306,991.15.**

* * *

Ils avaient promis de rétablir l'équilibre du budget.

Ils ont accumulé déficits sur déficits. La somme totale de ces déficits s'élèvent à **$1,739,332.28.**

Ils avaient promis de pratiquer l'économie.

Ils ont gaspillé de toutes les façons. Dans la seule affaire du palais de justice de Montréal, ils ont, au dire d'un député conservateur du temps, M. O.-M. Augé, gaspillé au moins **$1,000,000.00.**

* * *

Ils avaient promis de réduire les dépenses.

De 1892-13 à 1896-97 ils ont augmenté de **$733,191.67** la seule dépense ordinaire, et ce pendant que le revenu ordinaire diminuait de **$494,109.12.**

* * *

Ils avaient promis de ne pas accorder de nouvelles subventions aux entreprises de chemins de fer.

Ils ont fait tout le contraire. Ainsi que l'écrivait le 28 septembre 1905, un journal conservateur. la " Gazette " de Montréal, " *ils se sont laissé circonvenir par la crowd des entrepreneurs de chemins de fer* "; ils ont payé à ces derniers **plus d'un million et demi** de subventions en argent qui ne devenaient dues que dans 40 ou 50 ans; ils leur ont voté des subventions nouvelles; bien plus, entre la dissolution des chambres et l'élection générale, en 1897, ils se sont engagés à garantir durant 20, 30 et même 40 ans le paiement de l'intérêt à 4% sur $11,220,000.00 d'obligation des chemins de fer de la Baie des Chaleurs et des Comtés-Unis.

* * *

Ils avaient promis des encouragements à la colonisation, à l'agriculture et à l'instruction publique.

Ils n'ont rien fait pour la colonisation et l'instruction publique. L'hon. Thomas Chapais, qui a été ministre dans le cabinet Flynn, l'a admis clairement lorsqu'il a dit à Trois-Rivières le 28 juin 1907: " *Nous étions pour réaliser de grandes choses dans le domaine de la colonisation, dans le domaine de l'instruction,* mais l'instabilité du régime représentatif vint contrecarrer *nos projets.* Nous descendîmes du pouvoir."

Pour ce qui est de l'agriculture, voici ce que M. Arthur Sauvé, aujourd'hui député conservateur de Deux-Montagnes écrivait dans le " Nationaliste " du 14 août 1904: " Nos gouvernements ont porté à l'agriculture une sollicitude assez notable *sinon toujours très éclairée. Mais ils ont dépensé de l'argent inutilement.*"

* * *

Ils avaient promis diverses autres réformes administratives.

Ils n'en firent aucune. Nous en avons la preuve dans ce que M. Henri Bourassa disait à Thetford Mines le 13 octobre 1907. Voici ses paroles :

"Le parti conservateur arriva au pouvoir en 1892. Il avait promis des réformes, de l'économie, une bonne politique de colonisation et une bonne politique forestière. Arrivé au pouvoir, il fit comme autrefois à peu près tous les gouvernements qui se sont succédé depuis 1867. Une fois installé au pouvoir par la volonté du peuple, *il oublia ses promesses et il laissa le vieux char de l'Etat continuer à rouler dans la même vieille ornière qui allait toujours en creusant.*"

* * *

Electeurs de Saint-Jean, M. Mathias TELLIER, qui dirige aujourd'hui la lutte oppositionniste dans votre comté, a été député de 1892 à 1897 et il *a approuvé tous les actes des gouvernements conservateurs du temps.*

Or, vous le savez, qui encourage la duperie ne mérite pas plus la confiance que celui qui trompe.

Votez donc contre le candidat de M. Tellier.

Votez pour le candidat ministériel, pour le partisan d'un gouvernement qui, lui, a tenu tous ses engagements.

VOTEZ POUR MONSIEUR MARCEILLIN ROBERT